



Distr.
LIMITEE

T/COM.3/L.46
13 octobre 1960

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE MM. E. KANYABASHI, L. MUNYANGEYO, E. AHORUKMEYE ET M. NDAYI
CONCERNANT LE RUANDA-URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

Ruhengeri le 10 août 1960

Monsieur le Président du Parlement belge
à Bruxelles

Copies pour information à : Monsieur le Secrétaire général de l'O.N.U.
Monsieur le Résident général du R.U.
S. M. le Mwami Kigeri V du Ruanda

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe, la pétition relative à la politique gouvernementale belge, dans les territoires du Ruanda-Urundi, dont la coopération nous est devenue réellement impossible.

Il nous semble bien que l'O.N.U. voulant établir solidement la paix et le calme, faisant défaut dans notre pays, l'autorité administrante aurait négligé, pour ne pas dire qu'elle aurait rejeté avec mépris les recommandations formulées par le conseil de tutelle. Ou dans le cas contraire, ce dernier se serait convenu avec la métropole pour opprimer notre cause sans recours.

En dehors de ces deux hypothèses, nous ne pensons pas qu'il soit possible de nous laisser noyer dans les misères sans amélioration notre sort.

C'est pourquoi, pour obtenir un résultat meilleur, nous nous sommes proposés en définitive de vous manifester par l'annexe, la résolution efficace à adapter immédiatement, faute de quoi, nous prenons nous-mêmes les mesures extrêmes par tous

les moyens de défense nationale, et ce avant le mois de septembre 1960, notre patience est à bout de ses forces.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

Les Patriotiques ruandais
indépendants des partis politiques

KANYABASHI. E. MUNYANCEYO. L. AHORUKOMEYE. E. NDAYI. M.
(toutes signatures illisibles)

Ruhengeri le 10 août 1960.

Parlement belge à Bruxelles.

Copie pour information : Monsieur le Secrétaire général de l'O.N.U.
Monsieur le Résident général du R.U.
S. M. le Mwami Kigeri V du Ruanda.

Vu la politique belge incontestablement destructive qui se pratique au Ruanda depuis ses événements de Novembre 1959;

Vu les protestations plus nombreuses qu'énergiques émises par certains partis nationalistes (en particulier l'UNAR) aux autorités compétentes belges contre la politique empoisonnée.

Attendu que les autorités compétentes belges fermant les yeux devant la vérité toute nette leurs déclarée dans les motions des partis ci-dessus, ou des patriotes ruandais, n'appartenant à aucun parti politique;

Attendu que ces autorités au lieu de solutionner les problèmes politiques les plus urgents posés par la situation catastrophique, dans laquelle le peuple ruandais est foncé, ne trouve rien de mieux que de conduire plus dangereusement le R.U. dans des misères infinies, et accentuer plus fort le fameux paternalisme;

Attendu que le gouvernement tutélaire, dirigé par Mr. Harroy, Résident général, voulant mettre le peuple ruandais en désaccord en vue de prolonger les plus possible la tutelle belge, a créé des partis politiques "Farmehutu-Aprosoma", payant aux chefs de ces partis des sommes d'argent fort élevées, les favorisant au maximum dans les domaines politiques et sociaux;

/...

Vu que ce favoritisme trop accentué a causé l'incendie d'habitations innombrables des Banyarwanda, le pillage des biens, le massacre des personnes, le jugement téméraire et la condamnation exagérée des membres ou sympathisants de l'UNAR, l'abandon des biens et refuge des milliers de gens;

Vu l'occupation militaire dont le gouvernement dirigé par Résident spécial détient les pouvoirs extraordinaires, constitue la politique d'intimidation, commet les abus militaires par les paracommandos belges, violant les filles et les femmes, procède sans motif à supprimer les vies humaines par la fusillade presque régulière ordonné des élections communales forcées, prend en considération les décisions du conseil spécial provisoire, prétendument représentant du peuple ruandais, alors que composé de quelques quatre leaders des partis politiques gouvernementaux "Parmehutu Aprosoma";

Vu la création monétaire propre au R.U. conçue par Mr. Harroy Résident général du R.U. sans consultation préalable des représentants autochtones du R.U. dont le désir unanime à ce sujet est de garder l'union monétaire avec la République du Congo;

Vu les conclusions et recommandations formulées par le conseil de tutelle lors de sa dernière session du mois de Juin 1960, insistant notamment sur la réconciliation nationale par l'amnistie générale, pour les faits commis au mois de novembre 1959 à l'occasion des troubles au Ruanda, l'instauration des réfugiés dans leurs milieux d'origine et le dédommagement éventuel de leurs biens, la table ronde politique à organiser avant le mois d'octobre 1960, la démission immédiate du gouvernement militaire au Ruanda, celles-ci malheureusement dans aucun sens respectées;

Vu, comme d'habitude, que le gouvernement de Mrss Deschryver et Harroy ferme les yeux en face de cette louable solution de nature à ramener réellement le calme et l'ordre dans les territoires sous tutelle.

Vu les déclarations de Mr. Harroy rentrant de la Belgique récemment, qui a eu lieu d'encourager la population du R.U. paraissent rejeter l'indépendance espérée dans un avenir proche, considérant les motions des partis politiques y relatives comme faux bruits;

Attendu que le gouvernement tutélaire décidé par sa politique hostile de mettre fin à la tutelle, après avoir semé désordres incurables au R.U., précisant

que les colonialistes allemands se sont montrés lâches quittant leur colonie sans l'endommager d'une façon bien sensible (chose bien connue et aujourd'hui visible);

Attendu que la politique sage du peuple ruandais en face des difficultés intenses par son sang continuellement versé par l'incendie persévérante d'habitations en milliers, par des arrestations trop fréquentes et arbitraires, par la violation régulière de ses filles et femmes susdites, par l'épreuve d'intimidation du gouvernement militaire entraînant inévitablement la famine, par les milliers des Banyarwanda périssant dans le fameux centre d'accueil de Niyamata, ou en refuge à l'étranger, s'est montré exceptionnelement la plus patiente de toutes les nations, évitant de toute manière la diffusion du sang des belges;

Attendu que le gouvernement belge poursuivant oppuniâtement son programme politique selon lequel les événements de Novembre 1959 au Ruanda doivent finir par conférer toutes les fonctions publiques, rien qu'aux partis gouvernementaux précités en vue de retarder le plus possible l'accession à l'indépendance des territoires du R.U., préconisant pourtant mensongèrement qu'il s'agit d'une lutte contre la féodalité tutsi;

Attendu que les partis gouvernementaux qui effectuent de commun accord avec le gouvernement tutélaire les démarches nécessaires pour créer un Ruanda républicain, sachant bien que leurs membres s'attachent loyalement au Mwami, n'osent pas prononcer publiquement leur opinion anti-royaliste de peur de perdre la majorité de leurs partisans, si pas en totalité;

Attendu qu'au Ruanda le droit de l'homme non seulement négligé, mais encore progressivement irrespecté à l'âge de raison, provoque pour plus tard à l'âge mûr la réciprocité à l'égard de la Belgique, l'exemple frappante en est preuve au Congo voisin.

Attendu qu'il n'est pas très tard de freiner en toutes ses phases, la politique hostile belge dans les territoires du R.U. dont les faits sont amorcés par les présentes déclarations, nous vous permettons d'émettre les conclusions suivantes :

I. L'amnistie générale s'impose en premier lieu, étant appelée à jouer un rôle très important dans la réconciliation nationale pour autant qu'elle s'effectue le plus tôt possible.

II. L'organisation d'une conférence politique, immédiatement après l'amnistie générale, composée de tous les représentants des partis politiques du R.U., des représentants du Gouvernement belge et de la commission de l'O.N.U., de préférence, sur place avant le mois d'octobre 1960.

III. Il faudrait procéder dans le plus bref délai à l'introduction des réfugiés dans leurs milieux d'origine et leur assurer la sécurité des personnes et des biens.

IV. L'évacuation des commandos belges est nécessaire afin de calmer les esprits troublés du peuple et réintégrer l'ordre public et surtout d'éviter l'agissement inhumain de la suppression des vies humaines.

Nous réinsistons et nous protestons énergiquement sur et contre le fait d'ouvrir le feu sur plusieurs Banyarwanda non armés et innocents du désordre causé plutôt par les partis gouvernementaux, pas moins que les fonctionnaires du gouvernement en personne (les administrateurs de territoires sont les premiers à incendier les habitations, à fusiller et terroriser la population).

V. Nous estimons urgent d'arrêter la création monétaire propre au R.U., car nous tenons unanimement au maintien de l'union monétaire avec la République du Congo.

Nous osons espérer que le Parlement belge veillera plus soigneusement qu'entérieurement sur les présentes déclarations et s'efforcera en revanche de corriger la politique du gouvernement tutélaire belge, ainsi permettant à la Belgique de nouer l'amitié avec le R.U. lors de son accession à l'indépendance; à défaut de cette solution, nous jugeons dangereuses et trop fâcheuses les conséquences qui s'en suivraient tant pour notre compte que pour la Belgique.

Nous terminons en vous exprimant nos meilleurs remerciements anticipés pour l'attention que vous daignerez prêter à nos présentes déclarations.

Les Patriotiques ruandais
indépendants des partis politiques.

KANYABASHI. E.

MUNYANGEYO. L.

AHORUKOMEYE. F.

NDAYI. II.

(toutes signatures illisibles).
